Communes de province, Commune de Paris 1870-1871 [Jeanne Gaillard]

Autor(en): **Vuilleumier, Marc**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **21 (1971)**

Heft 1/2

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

mehrfach unnötige Wiederholungen auftreten; vor allem trifft das für die Aufsätze zur deutschen Polenpolitik zu. Das ungewöhnlich reichhaltige Literaturverzeichnis ist leider nicht separat angefügt, sondern in den umfangreichen Anmerkungsteil (108 Seiten!) verarbeitet, was der Übersichtlichkeit und damit der leichten Benutzbarkeit entschieden Abbruch tut. Das ist umso bedauerlicher, als Wehler den Mut hatte, diese Literaturhinweise als Bibliographie raisonnée abzufassen. Drucktechnische Versehen (Zeilenverschiebungen auf p. 351/353) erschweren zusätzlich die Benutzung. Erstaunlicherweise wird das oben erwähnte Werk von L. Bernhard nur beim Aufsatz «Die Polen im Ruhrgebiet bis 1918» genannt, nicht aber bei jenem zur «Polenpolitik im Deutschen Kaiserreich», obwohl gerade dessen Angaben zu einem grossen Teil direkt oder indirekt auf Bernhard basieren. Diese kleinen Aussetzungen vermögen aber an dem ungemein positiven Gesamteindruck nichts zu ändern.

Aarau *Joseph Boesch-Jung*

JEANNE GAILLARD, *Communes de province, Commune de Paris 1870–1871.* Paris, Flammarion, 1971. In-16, 186 p. (Coll. «Questions d'histoire», 26).

Si la Commune de Paris a suscité de nombreux ouvrages, il n'en va pas de même des différents mouvements provinciaux qui l'accompagnèrent. Malgré quelques travaux de valeur, la plupart des études sur la province sont aujourd'hui bien vieillies. Cette lacune tient incontestablement à l'importance de l'insurrection parisienne qui a quelque peu relégué dans l'ombre les événements qui se produisaient dans le reste du pays. Mais comment ne pas y voir également, sur le plan intellectuel, une manifestation typique de cette centralisation extrême contre laquelle s'étaient justement soulevées les Communes de Paris et des autres villes? Aussi se félicitera-t-on de voir un ouvrage qui se propose «de saisir le rapport entre les révolutions de 1870–1871 et l'ensemble de la vie politique du pays», et qui, volontairement, se dégage du contexte exclusivement parisien des histoires habituelles de la Commune.

Si le «modèle» parisien repose sur une chronologie courte, – du 18 mars aux journées de Mai –, les Communes provinciales commencent beaucoup plus tôt: c'est à l'automne 1870 que Lyon et Marseille connaissent leur première vague révolutionnaire, c'est alors que se forment les «Ligues» qui, par leur récusation des autorités constituées, leur revendication d'un gouvernement du peuple par le peuple et leur volonté de décentralisation présentent déjà toutes les caractéristiques de la Commune. Ce décalage dans le temps explique l'inertie de la province en mars-avril, mais il n'en est pas le seul facteur. Un second décalage, politique celui-là, apparaît: en province, Gambetta a su enrôler la Révolution au service de la Défense nationale; ainsi, à Marseille, son lieutenant Gent récupère habilement la révolution phocéenne. Mais, à Paris, l'intégration échoue et l'union entre les clubs et le Gouvernement de la Défense nationale éclate très vite. Cela donnera à l'insurrection parisienne ce caractère

extrémiste et social que ne connaîtra pas le mouvement provincial, beaucoup plus politique. Une lutte moins acharnée, une répression plus faible permettront au radicalisme provincial de subsister, ce qui explique la résistance que rencontrera plus tard l'Ordre moral. Autre différence: la composition de la garde nationale, beaucoup plus ouvrière et artisanale à Paris que dans les autres grandes villes, même quand elles comportaient une forte population ouvrière.

Quant aux campagnes, leur sentiment à l'égard de la Commune fut peut-être moins celui de l'hostilité que celui de n'être pas concernées par ces événements citadins. A cet égard, le déplacement des zones révolutionnaires depuis l'époque de 1848–1851 est flagrant.

L'auteur insiste à juste titre sur l'autonomie de la province à l'égard de la capitale, sur son initiative: si la Commune est proclamée au Creusot, ce n'est pas tellement dû à l'arrivée du délégué de Paris, Leblanc, qu'à la nouvelle du soulèvement de Toulouse; la province s'est habituée à se passer de Paris et à se consulter de ville à ville, sans prendre au préalable l'avis de la capitale.

Le fédéralisme qui se manifeste à cette occasion et qui est à la base même de l'idée communaliste est un mouvement des plus complexes: antiétatique à Lyon; orienté vers la région, conçue comme un regroupement naturel opposé au découpage artificiel des départements (Crémieux à Marseille); recouvrant les intérêts de certains négociants phocéens; il prend des colorations très diverses selon l'endroit et le groupe social qui en fait son programme. L'auteur a peut-être trop négligé la composante «méridionaliste» qui se définit culturellement et politiquement en opposition à la France du Nord et qui s'ouvre vers les «soeurs latines»: l'Italie et l'Espagne. Ajoutons que ce fédéralisme de 1870–1871 a été systématiquement négligé par l'historiographie française, prisonnière de ses schémas jacobins et centralisateurs. Première réaction contre cette tradition solidement établie, ce petit livre, par la richesse de son contenu et la nouveauté de ses vues, suscitera l'intérêt et la réflexion.

Malgré ses indéniables qualités, il est malheureusement loin d'être sans défauts. D'abord, il paraît au mauvais moment: à l'occasion du centenaire, quand toute une série d'ouvrages et d'articles vont bientôt rendre sa mise au point partiellement caduque. Il arrive donc ou trop tard ou trop tôt. Ensuite, l'auteur n'a visiblement travaillé que dans les dépôts d'archives parisiens, ce qui la rend entièrement tributaire de travaux dont elle reconnaît par ailleurs l'insuffisance; cela limite singulièrement la portée de ses réflexions qui, mieux étayées, auraient pu la mener à des conclusions beaucoup plus vastes. Si les idées sont intéressantes et les vues nouvelles, on regrettera les approximations, inexactitudes et erreurs de détail. Paschal Grousset, né en 1844, est classé parmi les rescapés de 1848 (p. 142); Jaclard est qualifié de lyonnais (p. 149, 155) alors qu'il n'a fait qu'une étape de quatre ou cinq jours dans la cité rhodanienne, en rentrant de Genève à Paris, au lendemain du 4 Septembre. Leblanc, délégué à Lyon et dans le Sud-Est, l'avait bien été par l'Inter-

nationale, contrairement à ce que dit l'auteur (p. 159); son mandat, établi au nom de la Délégation des vingt arrondissements et du Conseil fédéral des sections parisiennes de l'Internationale, a été conservé. Enfin, les références infra-paginales et la bibliographie sont faites avec une négligence d'autant plus surprenante que l'ouvrage est publié dans une collection qui prétend présenter «une mise au point rigoureuse de tous les problèmes que pose la connaissance du passé». Comment le lecteur non informé pourra-t-il retrouver l'article de M. Moissonnier, *La Commune et le mouvement ouvrier à Lyon*, quand la seule indication est: «Nouvelle Critique», sans date, numéro, tome, pagination? Où cherchera-t-il ce «témoignage de premier plan sur l'état d'esprit d'un révolutionnaire méridional»: Jules Guesde, *Le 18 mars en province* (1877)? Comment devinera-t-il qu'il s'agit d'un article et non d'un livre, publié en allemand dans la revue *Die Zukunft*, en 1877, repris en français dans les recueils de Guesde intitulés *Çà et là* (1914) et *La Commune de 1871* (1934)? Un éditeur ou un directeur de collection qui prend son travail au sérieux se devrait de ne pas laisser passer de telles négligences. Bien que non publiées, la thèse de Louis M. Greenberg sur Marseille, Lyon et la Commune de Paris, la recherche des libertés locales de 1868 à 1871 (Harvard 1963) ainsi que celle, plus récente, de Julian Archer sur la Commune à Lyon auraient pu être mentionnées.

Genève *Marc Vuilleumier*

PAUL MARTINE, *Souvenirs d'un insurgé. La Commune 1871.* Préface et notes de JACQUES SUFFEL. Paris, Librairie académique Perrin, 1971. In-8°, 344 p.

Paul Martine, jeune agrégé d'histoire, fut l'un des rares universitaires à prendre part à l'insurrection de 1871. Adjoint à la mairie du XVIIe, lié avec Benoît Malon, ce fut lui qui mit en contact Rossel avec la Commune. Réfugié en Suisse, puis en Russie, il revint en France, après l'amnistie, et fut réintégré dans l'enseignement secondaire où il fit une carrière honorable et sans histoire. Dans les dernières années de sa vie – il mourut en 1913 –, il rédigea ses mémoires qu'il fit déposer à la Bibliothèque nationale. De ces six volumes manuscrits, intitulés *Mémoires d'un indépendant*, Jacques Suffel a retenu les chapitres consacrés à la Commune, qui sont, effectivement, les plus intéressants. «Publier l'oeuvre telle quelle eût été desservir le mémorialiste qui ne l'aurait certainement pas livrée à l'imprimeur sans l'avoir relue et débarrassée des scories qui l'alourdissent. On a donc émondé le récit des passages inutiles et supprimé les répétitions fastidieuses, en veillant à ne pas déformer la pensée (ni bien entendu l'expression) de l'auteur» (p. 30). L'avertissement est d'autant plus inquiétant que rien, dans le texte publié, n'indique les coupures effectuées. Et une rapide comparaison entre le texte édité et quelques pages du manuscrit révèle des suppressions pour le moins étonnantes.

Dans le récit de la journée du 18 Mars, où Martine explique comment, avec quelques personnes, il réussit à neutraliser deux régiments de ligne, l'édi-